



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Concession d'aménagement de la Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économiques (PAE) Lauze Est est situé sur la commune de Saint Jean de Védas, dans le prolongement des parcs d'activités de la Lauze et de Marcel-Dassault. Ce projet vient renforcer le pôle d'activités rayonnant que constitue l'ensemble « Lauze – Dassault » et profite d'une situation stratégique en entrée de métropole le long d'axes routiers à forte fréquentation (A9/A709 et RM 612) au contact immédiat du nouvel échangeur prévu sur le COM.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef, le cabinet POLYPTYQUE pour la conception de ce PAE.

L'aménagement de ce nouveau parc d'activités économiques a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée le 15 juin 2019.

Les premières études initiées en 2014 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau parc d'activités économiques par une délibération du 25 octobre 2016. A la suite d'une concertation menée en 2017 et 2018, son bilan a été tiré le 31 janvier 2019.

Cette ZAC couvre une superficie d'environ 33 hectares (100 000 m² cessibles estimés) et se développera de part et d'autre de la RM 612, avec la Petite Lauze à l'Ouest et la Grande Lauze à l'Est. Cette opération vient répondre à la très forte demande d'implantation des entreprises dans un secteur très bien desservi pour développer des activités productives (artisanat, négoce professionnel, petites industries et logistique urbaine/centre de distribution urbain).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire du parc d'activités de la Lauze Est, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 366 000 € HT, dont 97 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 1 800 000 € HT, correspondant au versement d'une première participation de la Métropole en 2021. L'année 2021 a été marquée par la finalisation des dossiers de ZAC, de déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et d'autorisation environnementale (loi sur l'eau) préalable au lancement des enquêtes publiques.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 16 102 000 € HT et intègre des fonds de concours d'un montant total de 3 110 000 €. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 4 376 000 € et reste inchangé par rapport au précédent bilan.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 du parc d'activités économiques de la Lauze Est, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203200-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1985 CRAC 2021 BILANSYNTHESE.pdf

- 01985_CRAC_2021_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.